



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article429>

# Mauritanie - Réfugiés : Le président de la république donne le coup d'envoi des journées de concertation sur le

Date de mise en ligne : mardi 20 novembre 2007



---

Union des Forces de Progrès

---

Le président de la république M. Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi a supervisé, mardi au Palais des congrès de Nouakchott, le lancement des journées de concertation et de sensibilisation sur le retour des réfugiés mauritaniens au Sénégal et au Mali.

Dans un discours prononcé à cette occasion, le chef de l'Etat a exprimé son attachement à une solution satisfaisante et définitive de ce dossier et souligné le rôle de ces journées dans la cohésion sociale et le renforcement de l'unité nationale.

Voici ce discours dans son intégralité :

"C'est un plaisir pour moi de superviser, aujourd'hui (NDLR : mardi), l'ouverture des journées de concertation et de sensibilisation sur les formalités d'organisation et de mise en oeuvre du retour et de l'insertion de nos concitoyens réfugiés, et de règlement du passif humanitaire.

Ces journées constituent, comme chacun le sait, une étape cruciale sur la voie du respect de l'engagement que j'ai pris durant la campagne électorale présidentielle et réaffirmé dans la lettre de mission adressée au Premier Ministre.

Le même engagement a constitué un axe majeur dans le discours de Politique Générale que le Premier Ministre a présenté devant le Parlement, avant que je ne lui consacre un discours spécifique adressé au peuple le 29 juin 2007.

Je me suis engagé - et je prie Allah de m'aider à tenir cet engagement - à organiser le retour à leur pays, dans la dignité, des réfugiés mauritaniens au Sénégal et au Mali, ainsi qu'à régler le dossier du passif humanitaire de manière à renforcer la cohésion sociale et à consolider l'unité nationale dans l'égalité et la justice, conformément aux préceptes de notre religion et aux valeurs de notre peuple.

Dans le but de réaliser cette promesse, nous nous sommes attelés, dès la formation du gouvernement, à désigner un comité interministériel, lequel a lancé, tout au long des mois écoulés, un vaste processus de concertation, ayant englobé les deux chambres du Parlement, ainsi que l'ensemble de nos forces politiques et sociétales.

Cet effort de concertation s'est ensuite étendu à nos citoyens, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, mais aussi aux populations directement intéressées. Le processus a également concerné les deux pays voisins, le Sénégal et le Mali, ainsi que le Haut Commissariat aux Réfugiés.

Ces concertations ont permis de créer un climat adéquat, marqué par le consensus des mauritaniens, toutes appartenances politiques et sociales confondues, autour du choix que nous avons adopté ; c'est-à-dire celui de l'union, du rétablissement du droit et de la consolidation de l'unité nationale.

Elles ont permis aussi de s'entendre avec nos partenaires sur le cadre préliminaire du retour des réfugiés ; entente que nous avons consacrée, le 12 novembre courant, par la signature d'une convention avec le Sénégal et le HCR.

Je voudrais, à ce niveau, adresser mes sincères remerciements au Sénégal, au Mali, au HCR et à tous les partenaires qui nous ont appuyés dans cette entreprise, ou ont déclaré leur intention de le faire.

Nous voulons, à travers ces journées de concertation, renforcer le consensus réalisé et définir un ensemble de mesures indispensables pour organiser les opérations de retour des réfugiés et de clôture du dossier du passif

## **Réfugiés : Le président de la république donne le coup d'envoi des journées de concertation sur le retour**

humanitaire. Nous misons beaucoup sur le sens patriotique de tous les mauritaniens, ainsi que sur le soutien de nos frères et de nos amis et leur collaboration à l'action que nous entreprenons pour le retour digne à leur terroir et la réinsertion des réfugiés et de leurs proches dans la vie active et productive.

La solution de ce problème hérité du passé ne se réduit pas tout simplement à ouvrir la voie du retour, mais va, bien au-delà, vers la garantie d'une vie digne. A ce sujet, l'opération retour au pays sera consolidée par l'élaboration d'un programme national d'aménagement des terres, d'appui à l'agriculture et à l'élevage, de création d'opportunités d'emploi et d'activités génératrices de revenu, de mise en place d'infrastructures de base, en particulier hydrauliques, éducatives et sanitaires.

Ce programme sera présenté au début du mois prochain au Groupe Consultatif des bailleurs de fonds, ainsi qu'à l'ensemble de nos partenaires et aux pays frères et amis intéressés. Il sera inscrit dans un plan global qui vise à améliorer le niveau de vie des citoyens dans toutes les wilayas et à créer, comme nous l'avons annoncé récemment à Nouadhibou, davantage de pôles de développement dans notre pays.

Notre détermination inébranlable à ouvrir à nos concitoyens la voie du retour dans la dignité et à résorber les séquelles du passif humanitaire ne signifie nullement, comme pourraient l'imaginer certains, un avantage pour une partie de nos citoyens sur une autre.

La souffrance de tous est la nôtre et le droit de tous nous préoccupe et bénéficie de notre attention, car nous sommes un seul et même corps ! Cependant, la sagesse nous commande d'ordonner les priorités ; de commencer par rétablir dans leur droit ceux qui ont subi l'injustice de la part de leur pays et de créer une atmosphère qui nous aide à faire face à l'ensemble de nos problèmes avec davantage d'unité, de fermeté et de capacité.

Nous ne cherchons nullement à remuer le couteau dans la plaie mais plutôt à la guérir ; nous ne cherchons pas à régler des comptes mais à lever des injustices et réconcilier les cœurs ; nous ne cherchons pas à déterrer le passé, mais bien à préserver le présent et à assurer l'avenir.

En outre, nous n'épargnerons aucun effort pour examiner la question des expulsés, prendre connaissance de ce qui a déjà été accompli auparavant et déterminer ce qu'il est possible de faire en faveur de ces citoyens.

Nous sommes tout à fait conscients que le succès de notre action pour réconcilier et tourner la page du passé est tributaire du degré de votre adhésion à tous et de votre contribution à construire une Mauritanie nouvelle ; une Mauritanie unie et solidaire, jalouse de ses valeurs et attachée à son identité, réconciliée avec elle-même, ouverte sur son environnement et sur son époque ; une Mauritanie capable de créer les miracles dans son parcours démocratique, dans son courage à reconnaître et à rectifier ses erreurs, dans sa capacité à pardonner, dans son adoption de la tradition du dialogue constructif, dans son respect du point de vue de l'autre, et dans sa recherche de l'intérêt général et son refus des égoïsmes. La Mauritanie que nous voulons est une patrie dont devraient pouvoir s'enorgueillir tous ses fils.

Ce sont-là nos rêves pour ce pays et ce sont sans doute les vôtres, à vous tous. Faites donc de ces journées une précieuse occasion pour emprunter le chemin qui nous conduira vers la réalisation de ces rêves.

Sur ce, Mesdames, Messieurs, je déclare ouvert votre séminaire, en vous souhaitant plein succès dans vos travaux.

Je vous remercie".

## **Réfugiés : Le président de la république donne le coup d'envoi des journées de concertation sur le retour**

---

De son côté, le représentant du HCR à Nouakchott, M. Didier Laye, a rappelé que l'accord tripartite signé entre la Mauritanie, le Sénégal et le Haut commissariat sur le retour des réfugiés crée le cadre nécessaire et fixe les engagements de chacune des parties pour une mise en oeuvre satisfaisante des mouvements de retour au pays des réfugiés qui le souhaitent.

Il a ajouté qu'un grand nombre de ces réfugiés sont revenus en Mauritanie d'eux-mêmes, avec ou sans l'assistance humanitaire du HCR, au cours des années passées, précisant que ce retour, même s'il n'a pas été salué comme un évènement national, était reconnu comme le signal de changements fondamentaux au sein de la société mauritanienne.

M. Laye a noté qu'il manquait l'affirmation de la volonté, au plus haut niveau de l'Etat, de surmonter les séquelles des épisodes malheureux de 1989, de consolider la cohésion nationale et de promouvoir le progrès social et la démocratie.

La cérémonie s'est déroulée en présence du premier ministre, M. Zein Ould Zeidane, du ministre secrétaire général de la présidence de la république, du ministre de l'intérieur, du président des journées de concertation, M. Ahmed Ould Sidi Baba, des présidents des chambres parlementaires, du chef de file de l'opposition démocratique, des membres du gouvernement, du représentant du HCR à Nouakchott, du corps diplomatique accrédité en Mauritanie, des ex-premiers ministres, des hauts responsables de l'Etat, des présidents des formations politiques, des représentants des organisations de la société civile et des ONGs internationales.

AMI